

---

# La finance participative et le don : entre projet politique et marché

Virginie Monvoisin\*<sup>1,2</sup> and Amelie Artis\*<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Ecole Supérieure de Commerce de Grenoble (GEM) – Grenoble École de Management (GEM),  
Alternative Forms of Markets and Organizations - AFMO – 12, rue Pierre Sémard BP 127 38003  
Grenoble Cedex 01, France

<sup>2</sup>Alternative Forms of Organizations (AFM) – Grenoble École de Management (GEM) – France

<sup>3</sup>Sciences Po Grenoble – Laboratoire Pacte – France

## Résumé

Le succès du crowdfunding ne peut se démentir. En 2017, la finance participative (FP) a connu un bond de 44% et le premier semestre 2018 accusait également une hausse de 36% par rapport au premier semestre 2017 (Finance Participative & KPMG, 2018). Si ce type de financement, faisant appel à la solidarité et à une communauté (comme la statue de la Liberté), n'est pas nouveau, il prend une toute autre dimension depuis moins de 10 ans et le développement des plateformes sur l'internet.

L'ensemble des sommes alloués restent encore modestes, 336 millions d'euros en France et 17,2 milliards de dollars en Amérique du nord en 2017. En revanche, l'ampleur du phénomène et sa forme soulèvent de nombreuses questions. La FP de don génère des ambiguïtés : reposant en partie sur une mobilisation du don (24,6% en France), elle n'appartient pas aux champs de la charité ; reposant sur une communauté (virtuelle), elle ne porte pas de projet " politique " propre à cette communauté ; reposant sur une forme de philanthropie, elle procède bien de mécanismes financiers.

Ici, l'économie politique est plus que jamais nécessaire pour clarifier la nature des mécanismes en œuvre. La théorie standard (Samuelson, 1993 ; Simon, 1993 ; Phelps, 1975) aborde la question du don et de la philanthropie uniquement par le prisme du comportement des agents ou la justification des organisations à but non lucratif – comme par exemple pour la production des biens publics. La FP ne servirait finalement qu'à mobiliser du capital supplémentaire ? Or, les logiques sous-jacentes s'avèrent plus complexes. Peut-on considérer le don comme une simple ponction dans un stock d'épargne ? La FP ne met-elle pas en présence des agents – donateurs, bénéficiaires, plateformes, État – aux logiques différentes, voire divergentes ?

Notre communication entend donc caractériser les dimensions économiques et financières de la FP et éclairer en quoi elle est vecteur de transformation pour la nature même du don à travers sa contribution dans le circuit macroéconomique en s'appuyant sur les enseignements de Keynes (1936, 1939) et Polanyi (1944). Nous verrons ainsi dans un premier temps la prise en considération du don dans la littérature économique, puis nous identifierons les agents et leurs relations économiques dans la FP, pour finalement rendre visible les transformations dans la nature des échanges.

---

\*Intervenant

**Mots-Clés:** Finance participative, dons, intermédiation, marché